

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

29 AOÛT 2022
RENNES, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS

12, rue de Rennes
BP 92129
35220 CHATEAUBOURG

Références :

Code AIOT : 0005504579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS implanté 12, rue de Rennes BP 92129 35220 CHATEAUBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le déficit de précipitations rencontré en Ille-et-Vilaine au cours des six derniers mois a conduit à l'instauration progressive, depuis le 24 mai dernier, de mesures de restriction des prélèvements d'eau telles que prévues par l'arrêté cadre sécheresse du 11 juin 2021.

Sur la base de l'observation de la dégradation des indicateurs de suivi de la ressource en eau et de l'absence de perspective de précipitations et afin de traduire le risque fort d'une pénurie, l'ensemble du département a été placé en niveau d'alerte renforcée sécheresse ou de crise, que ce soit pour le milieu aquatique ou pour la ressource en eau potable, par arrêté préfectoral du 02 août dernier.

Dans ce contexte, une action de contrôle a été engagée par les services de l'Inspection des installations classées en direction des plus gros consommateurs industriels du département pour vérifier la bonne application des mesures de réduction.

Outre les constats relatés dans ce rapport, on rappellera que le contexte décrit ici est susceptible d'évoluer. En l'absence d'épisode pluvieux dans les prochaines semaines, des mesures de restriction encore plus contraignantes sur les prélèvements et les usages de l'eau pourraient être prises. Il convient d'ores-et-déjà de les anticiper en identifiant des actions adaptées à cette situation.

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 03/08/2022 de l'établissement VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS implanté 12, rue de Rennes BP 92129 35220 CHATEAUBOURG, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Réduction de consommation ou mesure alternative - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022 article : Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)

Enfin, en annexe du courrier de suite, on trouvera différentes ressources que l'exploitant pourra mobiliser pour se tenir informé de l'évolution de la situation ou pour l'aider à réduire ses consommations en eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS
- 12, rue de Rennes BP 92129 35220 CHATEAUBOURG
- Code AIOT : 0005504579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement est spécialisé dans la transformation de fruits, essentiellement la pomme, pour produire des desserts, jus et préparations pour l'industrie agro-alimentaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection il est apparu que la consommation en 2021 était supérieure à la valeur limite de prélèvement fixée par l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation à 180 000 m³/an (soit 3 461 m³ hebdo).

La consommation hebdomadaire actuelle est, sur les quatre dernières semaines, de 4 339 m³ alors même que l'exploitant indique qu'une de ses lignes est à l'arrêt et que le niveau de production est temporairement réduit. Si elle est poursuivie au même rythme sur le reste de l'année, ce ne permettra à nouveau pas de respecter la limite annuelle.

On notera que ce dépassement avait déjà été relevé lors d'une inspection en 2020. Il avait été demandé à l'exploitant de régulariser sa situation en demandant l'accord du Symeval (accord donné depuis pour 300 000 m³/an) et en présentant un plan d'action chiffré des réductions des consommations. Sauf erreur, ce dernier n'a pas été transmis.

> L'exploitant doit transmettre le plan d'action chiffré à l'appui de sa demande d'augmentation de consommation d'eau.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bilan mensuel	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence l'engagement d'actions de réductions de consommation d'eau depuis plusieurs années, même si des progrès doivent encore être réalisés.

A cet effet, l'exploitant a commandé la réalisation d'un diagnostic qui permettra d'aboutir à un plan d'actions.

Grâce notamment à une réduction du niveau de production, les prélèvements actuels de l'établissement en eau sont en-deçà des consommations moyennes de 2021. Toutefois la campagne de réception des pommes qui s'amorcera à la rentrée devrait voir une augmentation conséquente des consommations d'eau. Un plan de réductions complémentaires devrait être anticipé par l'exploitant dans le cas où des mesures renforcées sur les prélèvements en eau devaient être mises en place pendant cette période.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle
Constats : L'exploitant nous a présenté le détail des consommations d'eau dans la fiche d'auto-diagnostic. Le suivi des consommations est réalisé à l'aide du compteur principal (AEP avec télé-relevé) et de plusieurs sous-compteurs. L'ensemble est déjà relevé habituellement à une fréquence quotidienne. Ces valeurs sont enregistrées et examinées à chaque relevé pour détecter des anomalies (signalement à la maintenance avec suivi des actions correctives via GMAO). Un suivi est également effectué de façon hebdomadaire et mensuelle (GT eau).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16(niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse, sauf si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
<p>Constats : Lors de l'inspection et contrairement à ce qui est indiqué dans la fiche d'auto-diagnostic jointe au rapport, l'exploitant déclare s'être engagé sur la mise en œuvre d'un plan d'actions de réduction des consommations.</p> <p>Le GT eau se réunit mensuellement pour suivre la mise en œuvre de 150 actions et en identifier de nouvelles. L'exploitant a ainsi récemment modifié l'alimentation du dégrilleur en départ STEP pour utiliser, lors des opérations de nettoyage, de l'eau sortant de la station (gain d'environ 100 m³ hebdo). Des filtres ont également été redimensionnés (gains d'environ 50 m³ hebdo).</p> <p>Il a pu être constaté sur site la réalité de ces deux actions ainsi que l'arrêt d'une des lignes de production.</p> <p>L'exploitant a présenté par ailleurs la commande signée du 18 juillet dernier pour la réalisation d'une étude technico-économique visant la mise en place d'un plan d'actions d'économies d'eau. Sa livraison n'est pas attendue avant plusieurs mois.</p> <p>En définitive, l'inspection constate qu'un suivi fin des consommations d'eau et plusieurs actions significatives ont été mises en place sur l'établissement mais qu'il existe vraisemblablement encore une marge de progrès.</p> <p>> Afin de répondre formellement aux prescriptions de l'arrêté sécheresse, l'exploitant est invité à rédiger, sur la base des données dont il dispose aujourd'hui, un premier diagnostic synthétique des consommations d'eau de l'établissement (récapitulatif des consommations par poste, examen de l'état des réseaux, présentation et évaluation des solutions possibles, techniques et organisationnelles, de réduction, ...) et d'identifier les actions immédiates qu'il en tire en précisant les gains attendus et le calendrier de mise en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bilan mensuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16 (niveau alerte renforcée ou crise)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - Bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées
Constats : Les éléments présentés dans la fiche d'auto-diagnostic montrent une réduction de la consommation hebdomadaires sur les quatre dernières semaines de l'ordre de 14% par rapport à la consommation moyenne de 2021 (étant entendu que celle-ci est excessive par rapport à la consommation maximale annuelle fixée par l'arrêté préfectoral).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

DREAL BRETAGNE

Unité Territoriale d'Ille et Vilaine

A l'attention de Monsieur Eric MOLLET

L'Armorique

10 rue Maurice Fabre

35068 RENNES CEDEX

Nos réf. : MD / RG – 22-015

Objet : Crise sécheresse Ille et Vilaine

A Châteaubourg, le 04/08/2022

Monsieur,

Nous avons bien pris connaissance de l'arrêté du 02 août 2022 portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département d'Ille et Vilaine, plaçant le secteur n°4 – Bassin de la Vilaine en amont de Rennes au niveau « Alerte renforcée ».

Début juillet, nous avons contracté un audit eau avec la société GES qui débutera au démarrage de notre pic d'activité en octobre.

Nous poursuivons en parallèle la mise en place d'actions déjà identifiées lors de nos groupes de travail « économies d'eau » (105 actions identifiées, 40% déjà réalisées), et particulièrement :

- Lavage des filtres à l'eau de STEP (anciennement eau de ville) = 100m3/j
- Réduction de l'activité sur aout de 50% = 150m3/j
- Sensibilisation de nos salariés aux bonnes pratiques d'économies d'eau ;

Nous attirons votre attention sur le scénario, en courrier joint, de réduction des consommations d'eau de 25% pendant notre pic annuel d'activité (Haute saison pomme) qui démarre dès septembre, avec les risques économiques de l'ensemble de la filière Fruit locale induits :

- Réduction de 50% du besoin de production et chômage technique de 51 collaborateurs
- Non ramassage de 6 500 T de pommes.
- > 100 exploitants agricoles impactés
- > 70 clients de l'industrie alimentaire impactés (dont de nombreux locaux : BRIDOR, PANAVI,...)

Restant à votre entière disposition pour de plus amples informations,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Maxime DONNAY

Directeur des Vergers de Châteaubourg



SAS VERGERS DE CHATEAUBOURG - SAS au capital de 17 400 000 €

Siège Social : 12, rue de Rennes - 35220 CHATEAUBOURG - SIREN 399 539 782 - RCS RENNES

Tel : [33] (0) 2 99 00 88 88 - Fax : [33] (0) 2 99 00 88 70

E-mail : unifruit@fr.lactalis.com - Site internet : www.unifruit.fr

